

**PRÉVENTION** Objectif : informer sur les risques liés aux sites classés Seveso

## Le Clic Nord-Isère est lancé

### LA TOUR-DU-PIN

Hier après-midi, dans les locaux de la communauté de communes des vallons de La Tour-du-Pin, une réunion pilotée par le sous-préfet Christian Avazéri a institué le comité local d'information et de concertation (Clic) du Nord-Isère.

#### Prévenir les risques d'accidents majeurs

« Je tiens à vous assurer que le Clic est un véritable outil d'information sur les entreprises classées Seveso », insiste ce dernier, face aux doutes émis par certaines associations.

Instauré par la loi du 30 juillet 2003, le Clic est un cadre d'échange et d'information sur les actions me-

nées en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs engendrés par les entreprises classées "Seveso" de haut niveau. Le Clic est également associé à l'élaboration du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT).

Le Clic Nord-Isère sera présidé par Alain Cottalorda, le maire de Bourgoin-Jallieu, et composé de trente membres représentant les collectivités territoriales, administrations, riverains, et salariés du CHSCT. Et, bien évidemment, les entreprises "Seveso" de la zone concernée, à savoir PCAS implanté à Bourgoin-Jallieu, Sigma-Aldrich et Total France, toutes deux installées à Saint-Quentin-Fallavier.

Claudette GENIN



Le maire de Bourgoin-Jallieu Alain Cottalorda (ici au centre) présidera le comité local d'information et de concertation, un cadre d'échange et d'information instauré par la loi du 30 juillet 2003.

# Une transparence d'apparence ?

## NORD-ISÈRE

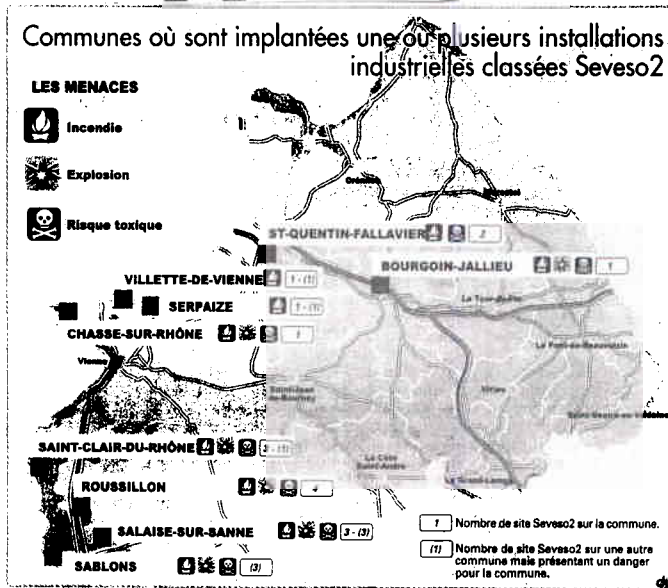
**T**oulouse, 21 septembre 2001. L'explosion de l'usine AZF tue 30 personnes et fait des centaines de blessés. Devant l'émotion nationale, le gouvernement annonce rapidement une série de mesures. Parmi elles, la création des comités locaux d'information et de concertation (Clic), chargés de développer les échanges entre administration, collectivités territoriales, exploitants, salariés et riverains des établissements à haut risque (Seveso 2). Le travail des Clic pourra servir de base à l'élaboration des plans de prévention des risques technologiques, desquels devront ensuite s'inspirer le plan local d'urbanisme de chaque commune.

Cet après-midi, celui du Nord-Isère (il concerne PCAS à Bourgoin-Jallieu, Total France et Sigma-Alfrich à Saint-Quentin-Fallavier) se réunira pour la première fois, six ans après le drame, quatre ans après la loi

## La loi pas appliquée au bout de 4 ans

Mais entre la bonne volonté de la loi de 2003 et l'efficacité des Clic en matière de prévention, il y a parfois de la marge.

D'abord, il faut que le Clic existe. Une partie des bassins industriels de la région n'en ont même pas. Siles annonces ont été faites des 2003, la circulaire ministérielle demandant leur mise en place n'est pas arrivée sur le bureau des préfets avant fin avril 2005. En Nord-Isère, le Clic de Roussillon a été mis en place il y a un an mais ne s'est pas réuni depuis, celui du Nord-Isère est installé aujourd'hui et celui du nord de



Vienne est en bonne voie. Selon la direction régionale de l'Environnement (Drire), s'il y a eu retard à l'allumage, c'est avant tout par que de telles structures « sont très lourdes à monter ». Une appréciation confirmée par le monde associatif. « Avec le recul que l'on a sur les Clic et les Chis<sup>1</sup>, on sait que ces structures se réunissent en moyenne une fois tous les 15 mois. Cela donne une idée de la difficulté pour les faire vivre. Mais la lenteur de la mise en place des Clic peut être révélatrice des réticences de certains industriels », détaille Alain Chabrol, vice-président régional de la Frapna<sup>2</sup>. Alors, cet outil si complexe à créer peut-il devenir efficace ? « Pour le moment, nous n'avons pas vraiment de recul », concède Alain Bouffier, responsable de la cellule « risques accidentels » à la Drire. « À

terme, cela sera sans doute un bon outil d'information et d'échanges », assure le représentant de la Drire. Un échange nécessaire avec quelques industriels pour lesquels la transparence sur leurs activités n'était pas une préoccupation quotidienne. « Disons que c'est plus simple avec les grandes entreprises qui ont déjà une culture de la communication », précise Alain Bouffier. Car le dessein essentiel des Clic est bien là : communiquer et faire œuvre de pédagogie auprès du plus grand nombre. Mais à la Frapna, on craint que la transparence annoncée soit d'ores et déjà biaisée par une certaine « inégalité » entre ses membres. « Les différents acteurs ne sont pas au même niveau d'information et d'éducation. Et, il y a une disproportion entre les industriels et l'État dont les inter-

venants sont salariés et les autres acteurs qui doivent se former sur leur temps personnel pour maîtriser de tels dossiers », assure Alain Chabrol. « Il faudrait des moyens plus importants pour que les associations puissent faire appel à des experts extérieurs, comme nous l'avons obtenu de façon expérimentale pour le suivi de l'usine d'incinération de Salaise-sur-Sanne. » Une expérimentation que le Frapna voudrait voir généralisée et qu'elle transformera en revendication lors des Grenelle de l'Environnement, fin octobre.

Émilie MURBET

- 1- Commission locale d'information/et de surveillance : structures similaires au Clic mais pour d'autres équipements (centrales nucléaires, usines d'incinération...).
- 2- Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature.

## REPÈRES

### LES DERNIERS ACCIDENTS

- 24 mai 2003 : incendie à Rhodia Éco Service à Roussillon. Trois hommes sont légèrement brûlés.
- 3 août 2002 : explosion sur le site de Rhodia à Roussillon. Six personnes sont incommodées.
- 15 juin 1985 : les eaux d'extinction de l'incendie d'un entrepôt de produits chimiques à Roussillon polluent le Rhône. Bilan : 70 t de poissons morts, 130 000 personnes privées d'eau potable durant deux jours dans trois départements...

### QUE FAIRE EN CAS D'ACCIDENT ?

■ Quand la sirène de la ville retentit (sauf le 1<sup>er</sup> mercredi du mois à midi), voilà ce qu'il faut comprendre. Trois sonneries successives de 1 mn : allez dans un lieu abrité, écoutez France Bleu pour connaître l'évolution de la situation, n'allez pas chercher vos enfants à l'école, ne fumez pas, ne téléphonez pas.

La fin de l'alerte est annoncée par un signal long de 30 secondes.

Pour vous familiariser, vous avez la possibilité d'écouter la sonnerie et les consignes de sécurité au 0 800 50 73 05 (appel gratuit).

### DES SITES INTERNET POUR EN SAVOIR PLUS

■ Celui des Clic : [www.clicrhonealpes.com/](http://www.clicrhonealpes.com/)  
Celui du secrétariat pour la prévention des pollutions industrielles et des risques dans l'agglomération lyonnaise : [www.lyon-spiral.org](http://www.lyon-spiral.org). Celui de l'Institut des risques majeurs de Grenoble : [www.irma-grenoble.com](http://www.irma-grenoble.com)

## VOUS VIVEZ PRÈS D'UNE USINE SEVESO 2, VOUS SENTEZ-VOUS SUFFISAMMENT PROTÉGÉ ?



**JENNIFER PESET**  
24 ans,  
Surveillante,  
Roussillon

« Je me sens en sécurité »  
« Malgré une certaine appréhension quand les sirènes de la plateforme chimique retentissent, chaque premier mercredi du mois, je me sens en sécurité car je sais que sur le site, où mon compagnon travaille, tout est mis en œuvre pour assurer la sécurité du citoyen. »



**YVAN BEAUD**  
50 ans,  
commerçant,  
Bourgoin-Jallieu

« Nous sommes informés »  
« Nous sommes installés ici depuis 21 ans et nous savions dès notre arrivée les risques et les désagréments. Nous sommes certainement le commerce le plus proche du site. De toute manière, un accident est toujours possible, même si depuis quelques temps il y a de sérieux progrès en matière de sécurité, dont nous sommes informés. »



**JEAN NOËL FERRARI**  
57 ans,  
Retraité de  
l'usine Finorga,  
Chasse-sur-Rhône

« Aucune crainte »  
« J'habite ici depuis 1971 et je n'ai aucune crainte. Sans doute parce que j'ai travaillé 35 ans à Finorga, dans les produits chimiques et pharmaceutiques. Je pense que la sécurité est très bien contrôlée. J'ai été formé comme secouriste et pompier : si le risque zéro n'existe pas, lorsque tout est fait pour que la sécurité soit maximum, il ne faut pas exagérer les craintes. »



**HERVÉ SASSO**  
53 ans,  
Bourgoin-Jallieu

« Ne pas focaliser »  
« J'ai vécu des années pas très loin du site et j'ai quitté Bourgoin-Jallieu il y a peu, mais pas à cause des risques possibles. Les odeurs étaient un vrai problème, mais cela s'est amélioré. Mon oncle a travaillé longtemps chez PCAS et nous parlait du fonctionnement de l'entreprise. Même protégés, le risque zéro n'existe pas et il ne faut pas se focaliser. »



**FLORENCE FLORIS**  
44 ans  
Commerçante  
Saint-Clair-du-Rhône

« Oui bien sûr »  
« Je pense que nous sommes bien protégés. Et puis sur le secteur de Roussillon/Saint-Clair, il y a de nombreux pompiers. Même si nous sommes entourés de plusieurs installations à risques, cela ne me fait pas peur. Mon mari a été pompier sur la plateforme chimique à Roussillon, et je sais que la sécurité y est importante. »